



Conseil économique et social

Distr. générale
14 août 2015
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2016

25 janvier-3 février et 16 février 2016

Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général*

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. 5th Pillar.....	3
2. American Association of Retired Persons (AARP)	4
3. Abibimman Foundation	6
4. Academy for Future Science	7
5. Academy of Criminal Justice Sciences	8
6. Action sensibilisation sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication	9
7. Africa Development Interchange Network	10
8. African Action on Aids	12
9. Association africaine d'éducation pour le développement.....	13
10. African Youth for Transparency (AYFT).....	15

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



11. Africans Unite against Child Abuse (AFRUCA)	16
12. Afromedianet	17
13. Agewell Foundation	18
14. Aide Internationale pour L'enfance.	19
15. Children of the World: Regional Public Charitable Fund of Assistance to Cultural and Sports Development of Children and Young People	21

1. 5th Pillar

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

5th Pillar est une organisation de la société civile à but non lucratif chargée de fournir aux citoyens qui défendent leurs droits fondamentaux les informations nécessaires à la lutte contre la corruption. Elle a été créée sous la forme d'une coalition de citoyens qui, animés du même esprit, aspirent à une société moins corrompue et à un système de gouvernance amélioré s'appuyant sur la transparence et la responsabilisation.

Objectifs et mission

5th Pillar a pour mission d'inciter tous les citoyens à éradiquer la corruption à tous les niveaux de la société, en les dotant des moyens voulus. L'organisation les aide donc avant tout à exercer leurs droits fondamentaux et à avoir accès aux services de base assurés par les pouvoirs publics.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation s'est employée activement à faire progresser la ratification de la Convention des Nations Unies contre la corruption en incitant l'opinion publique et les médias à faire pression à la faveur du Sommet sur l'élimination de la corruption, qui s'est tenu à New Delhi en avril 2011. Elle participe activement à l'action menée par la coalition mondiale des organisations non gouvernementales, qui œuvrent en faveur de l'application effective de la Convention dans leur pays respectif.

Elle a été élue membre du Comité de coordination de la Coalition de la société civile pour la Convention des Nations Unies contre la corruption, de 2011 à 2013, afin d'y représenter l'Asie du Sud, et a participé à ce titre à la réunion qui s'est tenue à Vienne en vue de débattre du rôle des ONG dans l'application et l'examen de la Convention.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- L'organisation a participé à la quatrième session de la Conférence des États parties de l'Office contre la drogue et le crime (ONUDC) qui s'est tenue à Marrakech (Maroc) du 24 au 28 octobre 2011, au cours de laquelle elle a fait une présentation sur l'exercice du droit à l'information (RTI Act) en vue de lutter contre la corruption.
- Elle est intervenue à la session du Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption de l'ONUDC, lors de la rencontre qui a été organisée pour la société civile à Vienne (Autriche), le 30 mai 2013.
- Elle a participé à la cinquième session de la Conférence des États parties de l'ONUDC, qui s'est tenue au Panama du 25 au 29 novembre 2013, où elle a

collaboré avec les États parties en vue d'accélérer l'application effective de la Convention des Nations Unies contre la corruption en Inde.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- L'organisation a pris part à la réunion organisée par l'ONUDC à Chennai (Inde), le 20 décembre 2011, sur le thème de la transparence dans les transactions commerciales éthiques aux fins de la rentabilité.
- Elle a participé à la consultation nationale lancée par l'ONUDC à New Delhi (Inde), les 18 et 19 avril 2012, sur les mesures de transparence et de lutte contre la corruption dans la passation des marchés.
- Elle a assisté à la douzième réunion du Groupe de travail sur le dixième principe du Pacte mondial contre la corruption, qui s'est tenue à New Delhi (Inde) le 9 avril 2013.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Toutes les campagnes d'information et tous les programmes de résistance citoyenne mis en œuvre par 5th Pillar pour sensibiliser la population à la question de la corruption et y remédier ont abordé de nombreux domaines des objectifs du Millénaire pour le développement, dont les objectifs relatifs à la santé, à l'éducation, aux femmes, aux enfants et à la pauvreté.

2. American Association of Retired Persons (AARP)

Statut consultatif général : 1995

Introduction

American Association of Retired Persons est une organisation de protection sociale à but non lucratif et apolitique, comptant environ 38 millions de membres aux États-Unis d'Amérique, qui se bat pour des causes telles que les soins de santé, l'emploi et la sécurité et la protection des revenus contre l'exploitation financière. L'organisation a des bureaux dans l'ensemble des 50 États et dans le district de Columbia, à Porto Rico et dans les Îles Vierges américaines.

Objectifs et mission

American Association of Retired Persons s'emploie à renforcer la protection sociale et à favoriser d'autres actions menées en faveur de l'épargne-retraite afin de permettre à chacun d'assurer sa sécurité financière tout au long de sa vie; à promouvoir des soins de santé suffisants et peu coûteux, notamment les médicaments délivrés sur ordonnance et les prises en charge de longue durée; et à appuyer les collectivités en leur donnant accès à des logements appropriés et abordables, à des services et équipements communautaires d'appui et à des solutions pour la sécurité et la mobilité des conducteurs. Les initiatives menées par l'organisation à l'échelon international favorisent les échanges d'idées et explorent les moyens les plus récents mis en œuvre pour aborder les perspectives et les défis liés au vieillissement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

S'agissant des questions ayant trait au vieillissement, American Association of Retired Persons joue un rôle de premier plan auprès des organisations internationales non gouvernementales et des organismes des Nations Unies. Elle invite des représentants du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et des experts dans le domaine du vieillissement à participer à des réunions de groupes d'experts organisées par l'ONU et coparrainée, avec des États Membres et des partenaires, des manifestations parallèles consacrées au vieillissement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- American Association of Retired Persons patronne, avec le Groupe de coordination pour les questions relatives au vieillissement du Département des affaires économiques et sociales (DAES), les réunions d'informations annuelles de l'ONU, qui ont lieu à chaque session de la Commission du développement social depuis 2007.
- L'organisation a participé à toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme, de la Commission de la population et du développement et de l'Instance permanente sur les questions autochtones, tenues au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.
- Depuis 2012, l'organisation prend part activement à toutes les négociations pour l'après-2015 qui sont menées au Siège de l'Organisation des Nations Unies, en participant à des réunions de haut niveau, dont les négociations engagées au sein des groupes de travail ouvert et celles menées avec les ONG et entre les gouvernements. Elle assure la présidence du Sous-Comité pour l'après-2015 pour le compte du Comité des ONG sur le vieillissement et est un membre actif de Stakeholder Group on Ageing.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Outre les renseignements fournis à la section ci-dessus, American Association of Retired Persons collabore également étroitement avec le Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales (SLNG), le Département de l'information, les Volontaires des Nations Unies, ONU-Habitat, ONU-Femmes, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Initiative relative au Pacte mondial et le Conseil des entreprises pour les Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La volonté d'American Association of Retired Persons de réduire la faim par le biais d'AARP Foundation s'inscrit dans le droit fil de l'objectif 1 du Millénaire pour le développement. La Fondation a lancé en 2011 une campagne pluriannuelle à l'échelle du pays tout entier visant à sensibiliser la population au problème de la faim chez les personnes âgées de plus de 50 ans et à y remédier. À cette fin, elle a mis au point des solutions tant à court terme qu'à long terme, notamment

l'emballage de repas et un accompagnement pour s'inscrire au programme de nutrition supplémentaire (Supplemental Nutrition Assistance Program), et récompense les personnes et les collectivités qui ont lancé des initiatives visant à réduire la faim.

3. Abibimman Foundation

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Abibimman Foundation a été créée en 2000 par un groupe de jeunes afin d'œuvrer principalement en faveur des femmes, des enfants et des jeunes, en sensibilisant la population aux problèmes de développement et en y remédiant. L'organisation favorise les moyens de subsistance durables, la paix et le développement en facilitant la collaboration entre les divers partenaires de leur collectivité.

Objectifs et mission

Abibimman Foundation promeut l'enseignement culturel, de type scolaire et non-traditionnel ainsi que le développement des compétences techniques et professionnelles en vue d'améliorer l'emploi et les perspectives d'emploi pour une meilleure qualité de vie.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Abibimman Foundation sensibilise l'opinion publique sur les liens existant entre pauvreté et changement climatique en menant des travaux de recherche, des activités de plaidoyer et des actions médiatiques auprès des personnes qui vivent dans la pauvreté, notamment les femmes. L'organisation lance des campagnes en faveur de la protection de l'environnement et sensibilise aux problèmes sociaux des collectivités en publiant des communiqués de presse. Elle fait aussi la promotion des droits et des responsabilités des habitants des taudis pour lutter contre la pauvreté.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pas de participation à signaler.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pas de coopération à signaler.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pas d'initiative à signaler.

4. Academy for Future Science

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Academy for Future Science est une organisation à but non lucratif dont les principaux bureaux sont situés à Johannesburg et à Hekpoort (Afrique du Sud). L'organisation œuvre dans toute l'Afrique du Sud et au Lesotho, ainsi qu'à l'international.

Objectifs et mission

L'organisation a pour mission de faire mieux comprendre la science et l'expérience humaine tout en aidant les personnes et les collectivités. En Afrique du Sud, elle appuie plusieurs actions caritatives qui visent à trouver des solutions aux grands problèmes tels que la faim, la pollution de l'eau et le manque d'assainissement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les activités mondiales de l'organisation ont principalement porté sur la mise en œuvre de programmes de protection de l'environnement et d'éducation et sur le parrainage de participants à des conférences et à des forums qui se sont tenus dans divers pays, dont le Mexique, le Chili, la Colombie, le Brésil, le Togo, El Salvador et la Suisse, en collaboration avec des ingénieurs, des écologistes et des éducateurs.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Academy for Future Science a organisé une manifestation parallèle à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en 2012.
- L'organisation a participé en mars 2011, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, à la deuxième rencontre du Comité préparatoire (Prepcom2) de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.
- Elle participe chaque année aux manifestations de la Journée internationale de la paix qui ont lieu à l'ONU et contribue à parrainer des participants à l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a participé à une conférence sur le changement climatique et l'environnement, qui a été organisée par le Centre d'information des Nations Unies (CINU) à Johannesburg (Afrique du Sud), le 4 juin 2012, afin de célébrer la Journée mondiale de l'environnement.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation œuvre en faveur de l'objectif 1 du Millénaire pour le développement, qui vise à réduire la faim et la pauvreté. Elle coopère à cet effet avec le peuple zoulou pour produire des ressources alimentaires en pratiquant une agriculture paysanne, et ce grâce à la mise en œuvre d'un programme portant sur l'agriculture potagère. À l'appui de l'objectif 2 du Millénaire pour le développement, elle a poursuivi ses activités d'information au Brésil où elle a assuré, entre 2003 et 2014, la mise en œuvre d'un programme d'éducation destiné aux indiens Xavantes du Mato Grosso (Brésil). Ce programme a permis aux jeunes indiens Xavantes d'effectuer des examens dentaires et de bénéficier d'une machine pour la préparation du manioc (yucca). Dans le cadre de ses activités en faveur de la protection de l'environnement, l'organisation a coparrainé à El Salvador des initiatives visant à enseigner aux jeunes à ne pas consommer d'œufs de tortues mais à les remplacer par les œufs des poules dont elle leur a fait don.

5. Academy of Criminal Justice Sciences

Statut consultatif spécial : 1983

Introduction

Academy of Criminal Justice Sciences est une association internationale, qui a été créée en 1963 pour promouvoir les activités professionnelles et la recherche dans le domaine de la justice pénale. L'organisation appuie l'éducation, la recherche et l'analyse des politiques en matière de justice pénale à la fois pour les éducateurs et les praticiens.

Objectifs et mission

Elle a pour mission de promouvoir l'éducation, la recherche et l'analyse des politiques en matière de justice pénale.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a diffusé des informations à la première Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains, qui s'est tenue le 30 juillet 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Academy of Criminal Justice Sciences a participé aux manifestations suivantes :

- Sessions de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, qui se sont tenues à Vienne du 11 au 15 avril 2011, du 22 au 26 avril 2013 et du 12 au 16 mai 2014;
- Réunion du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur le meurtre sexiste de femmes et de filles, parrainée par l'Office des

Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et le Gouvernement thaïlandais, qui a eu lieu à Bangkok (Thaïlande), du 11 au 13 novembre 2014;

- Réunions du Conseil consultatif scientifique et professionnel international de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, qui se sont déroulées à Courmayeur, Mont Blanc (Italie) du 2 au 5 décembre 2011, du 14 au 16 décembre 2012 et du 13 au 15 décembre 2013.
- De 2011 à 2014, l'organisation a assuré la présidence du Groupe de travail sur la violence à l'égard des femmes pour le compte du Conseil consultatif scientifique et professionnel international de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Elle a également été élue membre de ce même Conseil à Milan (Italie), en 2011 et en 2013, pour des mandats de deux ans.
- Elle a participé à la session de la Commission de la condition de la femme, qui a eu lieu à New York, du 4 au 15 mars 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pas de coopération à signaler.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation n'a pas axé son action sur des initiatives précises visant à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, mais s'est plutôt attachée à appuyer le programme général de développement en menant des activités de sensibilisation et d'information.

6. Action sensibilisation sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'objectif de l'Action sensibilisation sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication est d'informer et de mettre à jour la société congolaise sur les nouvelles technologies.

Objectifs

Les buts et objectifs de l'organisation sont : le renforcement des capacités des jeunes et des femmes en matière de technologies de l'information et de la communication en République démocratique du Congo; la promotion et la sensibilisation sur les nouvelles technologies en Congo; assurer des sessions d'initiation en informatique bénévole à une catégorie de la population dans les différents écoles, quartiers, universités, associations, institutions et sociétés; et la formation des enfants sur les nouvelles technologies.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a participé au :

- Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) 2011, organisé par l'Union internationale des télécommunications (UIT) à Genève, en mai 2011;
- Réunion préparatoire pour le Sommet 2013 au siège de l'UIT à Genève, en novembre 2012;
- Formation sur l'entrepreneuriat organisée par l'Organisation internationale du Travail (OIT), à l'occasion du Forum Afrique de la Francophonie sur l'entrepreneuriat, à Genève, en juin 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- L'organisation a participé à la Commission d'études 13 de l'UIT à Genève, en Suisse, en janvier 2011, à réfléchir sur le développement de réseaux de prochaine génération.
- Elle a pris part à un séminaire sur les communications par satellite organisé par l'UIT à Dakar en janvier 2012.
- En mai 2014, avec une bourse de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'organisation a participé à la dix-septième réunion de la Commission de la science et de la technique au service du développement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Du 4 au 29 novembre 2013, l'organisation a tenu un programme de formation à Kinshasa sur les «droits des auteurs à l'informatique » suite à la mise en œuvre d'un droit de gestion de logiciel international d'auteurs en collaboration avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En juillet 2012, au premier Forum mondial de la langue française, l'organisation a plaidé pour l'inclusion de la francophonie dans l'élaboration de normes de technologies de l'information par le bureau de normalisation de l'UIT.

7. Africa Development Interchange Network

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Africa Development Interchange Network est spécialisée dans la lutte contre la pauvreté et plaide en faveur des droits des personnes et de la protection de l'environnement.

Objectifs et mission

L'organisation travaille sur le financement du développement et l'évaluation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique et s'engage à faire

participer davantage les citoyens ordinaires aux processus de démocratie et de gouvernance. Elle se charge de renforcer les moyens dont ils disposent afin d'aider les collectivités à trouver des solutions à leurs problèmes de développement au sein même de leur environnement, en exploitant leurs ressources existantes, avant de solliciter une aide extérieure complémentaire.

Changements à signaler

L'organisation compte désormais environ 6 000 membres individuels et institutionnels, et 64 réseaux partenaires régionaux.

Contribution à des activités des Nations Unies

La contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies comprend :

- La facilitation de la participation de la société civile africaine aux processus des Nations Unies, tels que les objectifs de développement durable et les négociations sur le financement du développement;
- La coordination des consultations menées en 2013 et en 2014 au Cameroun, aux échelons national et sous-national, sur le programme de développement pour l'après-2015;
- L'adhésion au Comité directeur des acteurs non étatiques du Comité intergouvernemental sur le financement du développement durable, de 2013 à 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Africa Development Interchange Network a participé aux travaux du sixième Dialogue de haut niveau sur le financement du développement durant la soixante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui s'est tenue en septembre 2013.
- L'organisation a participé aux sessions de la Commission de la condition de la femme à New York, qui se sont tenues du 4 au 15 mars 2013 et du 10 au 21 mars 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- Africa Development Interchange Network a été le partenaire opérationnel au Cameroun, en 2013, pour les consultations menées par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) sur l'après-2015.
- L'organisation a été le partenaire opérationnel au Cameroun, en 2013, pour les consultations menées par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) sur l'après-2015.
- Elle a été le partenaire opérationnel pour la Consultation menée par la Commission économique pour l'Afrique sur la localisation du programme de développement pour l'après-2015 au Cameroun.
- L'organisation a élaboré un rapport sur les femmes et le secteur du tourisme au Cameroun.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Africa Development Interchange Network a procédé au Cameroun à une évaluation des objectifs du Millénaire pour le développement en collaboration avec la Fondation du Commonwealth et a lancé, en 2012, la campagne Objectifs du Millénaire pour le projet « Breaking Point ».

8. African Action on Aids

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

African Action on AIDS appuie les jeunes et les collectivités locales touchées par le sida en Afrique subsaharienne.

Objectifs et mission

L'organisation a notamment pour objectifs et mission d'aider les jeunes atteints du sida à devenir des acteurs de leur propre changement et à utiliser leurs connaissances pour faire évoluer leur collectivité; de former les jeunes et les collectivités locales à la prévention des maladies et à la mise en pratique et au partage de leurs connaissances; de sensibiliser la population aux questions de santé en mettant en œuvre des plans de santé préventifs; de s'attacher en particulier à prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant; et d'octroyer des bourses à des orphelins dans les établissements secondaires et à l'université, en vue de favoriser leur autonomie financière.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Entre 2011 et 2014, l'organisation a construit des toilettes et un puits dans une école rurale, a fait don de moustiquaires à des orphelinats et de postes d'eau potable et de lavage de mains à des centres de santé en milieu rural et à des foyers. Elle a lancé en 2014 une campagne de planification de la famille au sein des écoles et des collectivités, qui a touché 2 500 personnes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a notamment participé aux réunions suivantes :

- Sessions annuelles de la Commission des stupéfiants, qui se sont tenues à Vienne (Autriche);
- Sessions annuelles de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, qui se sont tenues à Vienne (Autriche);
- Conférence du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, qui a eu lieu à Bonn (Allemagne) en 2011;

- Sixième session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), qui s'est tenue à Vienne (Autriche), en 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pas de coopération à signaler.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

African Action on AIDS a contribué aux objectifs 2 et 3 du Millénaire pour le développement en mobilisant la collectivité dans le but de promouvoir l'éducation et en favorisant l'éducation des femmes et des filles pour leur assurer une plus grande autonomie financière et les protéger de la violence sexuelle et de l'infection à VIH; à l'objectif 6 du Millénaire pour le développement en effectuant des dépistages systématiques du VIH et en réduisant la transmission de la mère à l'enfant, en prévenant le paludisme et les maladies transmises par l'eau et en améliorant l'hygiène domestique; et à l'objectif 5 du Millénaire pour le développement en dispensant des services de planification familiale visant à éviter les grossesses non désirées, maintenir les filles à l'école, juguler l'avortement et réduire les taux de mortalité maternelle et infantile.

9. Association africaine d'éducation pour le développement

Statut consultatif spécial : 1983

Introduction

L'Association Africaine d'Éducation pour le Développement (ASAFED) a été créée au début de l'année 1960 pour travailler sur la question du développement et de la modernité dans cette partie du monde.

Objectifs

L'ASAFED travaille pour la promotion de l'accès à l'éducation pour tous et du droit au développement dans l'ensemble des États africains. Elle œuvre concrètement pour le développement durable; la lutte contre la dépendance et la soumission à l'aide extérieure et pour l'autonomisation de la population africaine. Elle a également pour but de promouvoir la santé publique, notamment en ce qui concerne l'hygiène, la nutrition et la lutte contre les épidémies; d'œuvrer pour la promotion et la protection des droits humains et des libertés fondamentales, en particulier ceux des femmes et des enfants; et de promouvoir l'éducation à la paix et à la résolution pacifique des conflits.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'ASAFED a été très active : elle mène des campagnes sur les questions de la déforestation et de l'extermination des éléphants, des rhinocéros, des hippopotames; elle travaille sur la promotion des droits des femmes, et en particulier la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes en Afrique; et elle promeut le concept de droit au développement et à l'éducation pour tous en Afrique.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- L'ASAFED a participé aux travaux des treizième et quatorzième et 14^e sessions du Groupe de Travail sur l'Examen Périodique Universel concernant la Tunisie, le Maroc, l'Algérie, l'Afrique du Sud, le Gabon, le Ghana, le Bénin et la Zambie en 2012.
- L'organisation a pris part aux travaux des quinzième, seizième, et dix-septième sessions du Groupe de Travail sur l'Examen Périodique Universel portant sur le Mali, le Botswana, le Burundi, la Barbade, le Burkina-Faso, le Cap-Vert, le Djibouti, le Cameroun, le Sénégal, le Nigeria, l'Ile Maurice, la République Centrafricaine, le Tchad et la République du Congo en 2013.
- Enfin, l'ASAFED a été présente lors des dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième sessions du Groupe de Travail sur l'Examen Périodique Universel concernant les Comores, l'Érythrée, la République Dominicaine, la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée équatoriale, l'Éthiopie, la Gambie, l'Angola, Madagascar et l'Égypte en 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

À l'appui des objectif 1 pour éradiquer l'extrême pauvreté et objectif 2 à assurer l'éducation pour tous, ASAFED, en partenariat avec l'Association pour les Enfants Refuge des Grands Lacs africains construit une école pour les enfants pauvres au Rwanda.

À l'appui de l'objectif 3 afin de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, il a encouragé l'accès aux écoles pour les enfants sans distinction de sexe ou de statut social.

À l'appui de l'objectif 6 pour combattre le VIH / sida, le paludisme et d'autres maladies, ASAFED promu l'utilisation des préservatifs, et a également participé à la campagne de distribution de moustiquaires pour les pauvres.

10. African Youth for Transparency (AYFT)

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

African Youths for Transparency International, dont le siège mondial est situé au Canada, opère au Nigéria, au Ghana, au Kenya, en Afrique du Sud et aux États-Unis d'Amérique.

Objectifs et mission

L'organisation a pour mission de donner aux jeunes les moyens d'un développement positif, en intensifiant la coopération avec les groupements, les personnes, les organisations et les initiatives axés sur les jeunes.

Changements à signaler

L'organisation a déménagé son siège du Nigéria au Canada et vient d'être dotée, aux États-Unis d'Amérique, du statut d'organisation à but non lucratif. Elle a modifié son nom et s'appelle désormais Youth for transparency International. Elle apporte actuellement des changements notables à son mode opératoire en vue d'appliquer une approche entrepreneuriale au développement, étant désireuse de conclure des partenariats avec les secteurs privé et public pour la mise en œuvre de projets durables.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a donné une nouvelle impulsion à son projet de banque pour les jeunes, qui contribue à promouvoir la sécurité financière des enfants et des jeunes de la rue en renforçant leur capacité à épargner et à diriger et gérer une entreprise, afin qu'ils investissent dans des entreprises génératrices de revenus.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

African Youths for Transparency International a notamment participé aux réunions suivantes à l'ONU :

- Commission de la condition de la femme, New York, du 4 au 15 mars 2013 et du 10 au 21 mars 2014;
- Commission du développement social, New York, du 6 au 15 février 2013 et du 11 au 21 février 2014;
- Réunion de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement et sur le programme de développement pour l'après-2015, New York, 25 septembre 2013;
- Commission du développement durable (CDD), New York, 20 septembre 2013;
- Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), Rio de Janeiro, du 20 au 22 juin 2012;

- Soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales sur les sociétés durables, Bonn (Allemagne), du 3 au 5 septembre 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En juin 2014, l'organisation s'est associée au Centre d'information des Nations Unies (CINU) pour mettre en œuvre un programme d'information à l'intention des écoliers visant à les sensibiliser aux activités que l'ONU a menées à Abuja (Nigéria) en juin 2013.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a encouragé les jeunes à contribuer activement à la promotion de la bonne gouvernance et de la prise en main des affaires à un stade précoce. En partenariat avec des organisations de la société civile et des organismes publics, elle a sensibilisé et formé la population à des pratiques de santé sûres visant à prévenir les maladies infectieuses.

11. Africans Unite against Child Abuse (AFRUCA)

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Africans Unite against Child Abuse (AFRUCA) œuvre essentiellement au Royaume-Uni et dans différents pays africains pour aider les enfants et les jeunes.

Objectifs et mission

L'organisation a continué de promouvoir les droits et le bien-être des enfants en partenariat avec d'autres organisations non gouvernementales du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des organismes publics et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Elle a établi au Nigéria des partenariats avec des organisations locales non gouvernementales en vue d'améliorer le bien-être des enfants dans le pays.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pas de contribution à signaler.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pas de participation à signaler.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

- En 2014, AFRUCA a collaboré avec l'UNICEF et des organisations non gouvernementales au Royaume-Uni en vue de formuler et de proposer des

amendements au projet de loi du Royaume-Uni sur l'esclavage moderne, qui a été ensuite adopté.

- L'organisation a présenté un rapport à la Réunion spéciale de la Commission des droits de l'homme consacrée aux droits de tous les enfants dans le contexte de la migration internationale, qui a eu lieu le 28 septembre 2012 à Genève (Suisse).
- En 2012, elle a participé à un atelier de trois jours consacré au renforcement des capacités, qui a été organisé par UNICEF Nigeria à l'intention des organisations non gouvernementales à Abeokuta, dans l'État d'Ogun, du 1^{er} au 4 août.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

AFRUCA a organisé le 11 mai 2014 à Lagos (Nigéria) une conférence de première importance intitulée « Protéger les enfants au Nigéria », en partenariat avec des organisations locales, le Gouvernement du Nigéria et avec l'appui d'UNICEF Nigeria. Entre 2013 et 2014, elle a apporté un soutien financier à une organisation non gouvernementale locale du Nigéria connue sous le nom d'HAPSTA, en vue de répondre aux besoins des enfants du foyer en matière d'éducation et de bien-être. Ces derniers ne bénéficiaient d'aucun autre appui dans la mesure où ils avaient été rejetés par leur famille suite à des accusations de sorcellerie.

12. Afromedianet

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

AfromediaNet est un réseau dont les membres sont des journalistes et experts indépendants de premier plan, spécialisés dans les questions relatives aux droits de l'homme, au développement et aux affaires humanitaires en Afrique, qui vise à favoriser l'échange de renseignements et le partage des connaissances entre ses membres professionnels.

Objectifs et mission

Elle met en pratique les connaissances et l'expérience de ses membres afin de faire en sorte que les questions africaines qui figurent en tête des préoccupations de la communauté internationale fassent l'objet d'une recherche sérieuse, d'une enquête et d'une évaluation impartiale.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

AfromediaNet collabore avec des tribunaux chargés des affaires d'immigration et d'asile afin de garantir que la Convention de Genève, la Convention européenne des droits de l'homme et d'autres instruments juridiques internationaux servent à

protéger les immigrants contre la discrimination. L'organisation contribue au succès du processus décisionnel en élaborant des rapports d'expertise pour les demandeurs d'asile africains. Elle en a élaboré plus de 50 au cours des quatre dernières années et ses membres ont été cités dans de nombreuses décisions de justice nationales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pas de participation à signaler.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pas de coopération à signaler.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pas d'initiative à signaler.

13. Agewell Foundation

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Agewell Foundation contribue au bien-être et à l'autonomisation des personnes âgées en Inde. L'organisation exerce quotidiennement ses activités auprès de 25 000 personnes âgées par le biais de son réseau, qui compte plus de 7 500 bénévoles principaux et 80 000 bénévoles auxiliaires dans l'ensemble des 640 districts de l'Inde.

Objectifs et mission

L'organisation vise à favoriser une meilleure interaction entre les générations en modifiant le regard porté sur la vieillesse; en s'efforçant de promouvoir un environnement respectueux des citoyens; en renforçant le sens des responsabilités morales et sociales envers les personnes âgées; en plaidant en faveur des besoins et des droits des personnes âgées; et en tendant une main secourable aux personnes âgées chaque fois que cela s'avère nécessaire.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a mis en œuvre des activités qui réalisent les objectifs de développement de l'ONU, parmi lesquels figurent le renforcement des droits fondamentaux des personnes âgées et leur autonomisation, en particulier en ce qui concerne les femmes âgées. Elle a présenté à l'ONU des rapports sur des problèmes relatifs à la vieillesse, que l'Organisation a utilisés comme documents de référence.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a notamment participé aux réunions suivantes :

- Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, Département des affaires économiques et sociales, ONU, New York;
- Sessions de travail du Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement de la protection des droits fondamentaux des personnes âgées, qui se sont tenues à New York, en avril 2011, où l'organisation a présenté un rapport sur les droits fondamentaux des personnes âgées en Inde, et en août 2011, août 2012, août 2013 et août 2014;
- L'organisation a participé à la Commission de la condition de la femme, à New York, en mars 2014;
- Lors du débat de haut niveau du Conseil économique et social en juillet 2012, Agewell Foundation a fait des présentations orales et écrites sur le thème : « Promotion de la capacité de production, de l'emploi et du travail décent pour éliminer la pauvreté, à la faveur d'une croissance économique partagée, durable et équitable à tous les niveaux, en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Outre les réunions évoquées ci-dessus, l'organisation a participé à plusieurs conférences organisées par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) en Thaïlande.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Au cours des quatre dernières années, Agewell Foundation a conduit des études sur plusieurs problèmes relatifs à la vieillesse. Elle a aussi mené plusieurs initiatives destinées aux personnes âgées démunies partout en Inde.

14. Aide Internationale pour L'enfance

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'Aide internationale pour l'enfance (AIPE) a pour mission principale de lutter contre l'exploitation des enfants à travers le monde. Pour cela, elle soutient l'éducation des enfants travailleurs en Inde et en Thaïlande. Parallèlement, elle sensibilise le public québécois aux enjeux et aux solutions de l'exploitation des enfants.

Objectifs

L'AIPE met l'accent sur l'éducation à long terme pour atteindre ses objectifs. En plus d'aider les enfants, l'AIPE s'engage à promouvoir l'autonomisation des femmes dans les pays en développement, mais aussi au Canada. Parallèlement, l'AIPE sensibilise le public québécois (environ 5000 par année) aux enjeux du travail des enfants et l'égalité des sexes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

À travers ses projets en Inde et en Thaïlande, l'AIPE a contribué à la réalisation de l'agenda de l'ONU tant en termes d'égalité des sexes, que d'éradication de la pauvreté ou encore de la promotion de l'enseignement primaire pour tous, sans discrimination de religion, de race ou de sexe. La mission d'éducation et d'autonomisation des enfants travailleurs et des jeunes filles s'inscrit globalement dans l'agenda de l'ONU, tant par ses effets directs et évidents (accès renforcé à l'enseignement primaire) que par ses effets indirects (promotion de l'égalité entre les sexes, autonomisation des femmes, réduction de la mortalité maternelle) du fait du meilleur développement des populations locales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- En 2012, l'AIPE a participé à la cinquante-deuxième du Comité sur l'élimination de la discrimination à l'encontre des femmes à l'occasion du trentième anniversaire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- En 2015, l'AIPE a participé à la cinquante-neuvième session de la Commission sur la condition de la femme du Conseil économique et social de l'ONU qui faisait le bilan de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing 20 ans après. À cette occasion, l'AIPE a publié deux déclarations écrites.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

À travers ses différents projets en Inde et en Thaïlande et grâce à ses efforts de sensibilisation du public québécois, l'AIPE a directement agi pour faire progresser les objectifs du Millénaire pour le développement.

D'abord, l'éducation des enfants travailleurs, libérés de la servitude pour dettes, des jeunes filles libérées de l'esclavage sexuel et des enfants clandestins, sans aucune distinction de genre ou d'origine, répond directement à l'objectif 2 d'assurer l'éducation primaire pour tous. Ensuite, cette éducation permet l'autonomisation des jeunes filles et l'acceptation de l'égalité femme-homme par les garçons. Ces actions profitent au troisième objectif.

Enfin, les projets de microcrédit aux femmes marginalisées en Inde ainsi que l'éducation permettant une qualification professionnelle assurent la progression du premier objectif.

15. « Children of the World » – Regional Public Charitable Fund of Assistance to Cultural and Sports Development of Children and Young People

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

L'organisation « Children of the World » a été créée en vue de lancer et de promouvoir un mouvement planétaire en faveur d'une vie saine.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à faire participer la population à un mouvement mondial pour la paix, à créer un portail Internet pour les participants au mouvement mondial pour la paix, à former les jeunes et les adultes à un mode de vie sain et à promouvoir la diplomatie publique pour jeter des ponts entre les nations et les peuples.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a appuyé à l'ONU l'idée d'une Semaine de l'unité mondiale autour de la santé et du sport (World Unity Week, Health and Sports). Elle a présenté au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, 6 000 signatures recueillies auprès des participants aux Jeux Olympiques dans le but d'exhorter les chefs d'État à appuyer cette manifestation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux travaux du Conseil économique et social en juillet 2014, à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Des représentants de l'organisation ont rencontré le Conseiller spécial du Secrétaire général pour le sport au service du développement et de la paix pour lui demander d'appuyer un mouvement mondial pour la paix. En accord avec le Bureau des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix, l'organisation met actuellement au point un portail Internet destiné aux participants du mouvement mondial pour la paix.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation œuvre à la création d'un mouvement mondial pour la paix, sur le thème de la « Semaine de l'unité mondiale autour de la santé et du sport ».